



**Déclaration liminaire
du CSA de la DI de DIJON
du 05 octobre 2026**

Madame la Présidente du CSA,

Le SNAD CGT revient siéger aujourd'hui au CSA après de longs mois de boycott en raison d'un dialogue social au point mort des Organisations Syndicales avec la Direction Générale, et quelques semaines après l'adoption de la loi RIPOST.

La Direction pourra toujours s'émouvoir du pessimisme ambiant dans ses services ! Si nos missions de contrôle rentrent désormais dans les prérogatives des policiers et des gendarmes, comment les agents, comme les représentants syndicaux peuvent augurer un avenir serein pour la pérennité des missions douanières et des implantations géographiques des services !

Nous tenons sur ce sujet à remercier le Directeur Général et son cabinet, comme ses plus fidèles collaborateurs en province, pour l'absence totale de lobbying auprès des Ministres, des parlementaires et des préfets pour défendre la «Maison Douane» !

Si, en Organisation Syndicale responsable, le SNAD CGT est venu siéger aujourd'hui, c'est parce que notre instance a lieu dans un contexte particulier de grandes turbulences pour la DGDDI et ses services, et qu'en conséquence, il est de notre devoir de résister et de défendre «la boutique», pendant que notre Haute Hiérarchie collabore progressivement à son écroulement !

Il faut bien des officiers pour faire «le sale boulot», qui essaient de trouver dans tous les services des gains de productivité, plutôt que de contribuer à leur bon fonctionnement et à leur pérennité !

Ce n'est pas le PLAN DOUANE 2030 à l'opacité suspecte, ni «l'aumône» de 545 emplois et de quelques moyens supplémentaires, qui compenseront la casse des services orchestrée par les grands serviteurs de l'État depuis 20 ans dans les services OPCO, SU et AG.

C'est encore moins le futur budget de l'État, qui, dans un climat austéritaire et «anti

fonctionnaires», aura de lourdes conséquences sur le devenir de la Douane !

Les annonces du 1^{er} Ministre montre que le Gouvernement, sans surprise, maintient depuis 2017 la politique libérale en place, politique qui ne fait qu'accentuer les inégalités et la pauvreté, en protégeant les grandes entreprises et les plus fortunés.

Malgré les promesses de polichinelle de notre Ministre, où sont les promesses de revalorisations salariales tant attendues par nos collègues, dont le pouvoir d'achat est amputé depuis des années par le gel du point d'indice, par une inflation galopante et l'augmentation exponentielle des prix de l'énergie ?

Malgré les «lettres de félicitations», les agents doivent-ils encore espérer une valorisation de leur travail, digne de leur engagement professionnel au quotidien, à l'heure où les taux de promotions comme les mutations externes et internes sont bloquées ?

Malgré le constat récurrent d'un malaise dans vos services, où sont les effectifs suffisants pour pallier aux surcharges de travail dans les bureaux, dans les brigades et dans certains de services supports de votre Interrégion ?

Arrêtez de nous parler de «mauvaise organisation du travail » et de déconsidérer le travail réel dans les services, alors que les effectifs ont fondu comme neige au soleil !

Ce n'est pas l'ordre du jour de notre CSA, réduit à sa portion congrue, avec des sujets, en partie éloignés des préoccupations majeures des douaniers de votre Interrégion, qui rassureront nos collègues, en attente de lisibilité sur leur avenir, de renforts d'effectifs et de prise en compte de leurs difficultés quotidiennes !

Ce ne sont pas le peu de documents fournis qui nous permettront d'aborder, dans un dialogue social réciproque et avec sérieux, les sujets à l'ordre du jour de notre CSA !

Au delà des thèmes dûment choisis aujourd'hui, donnant l'impression que la Direction expédie les affaires courantes, le SNAD CGT aurait souhaité que soient abordés les problèmes d'effectifs dans les services, les solutions préconisées par la Direction pour réinstaurer un climat de confiance auprès d'agents et de services en perte de repères et de sens du travail, et qui subissent pour certains, un management inapproprié de la part de certains de vos collaborateurs, le bilan de la réforme VITI, le bilan de la régionalisation du dédouanement, les conséquences de la loi RIPOST pour les brigades de votre Interrégion, le retour du droit de grève pour une majorité des agents de la surveillance....

Le SNAD CGT rappelle enfin à la Direction que nos représentants ont été toujours ouverts à des échanges respectueux dans le cadre d'un dialogue social ouvert, sans monologue directionnel, ni esquivance des sujets importants !

Les échanges en CSA comme ailleurs, ne doivent plus contribuer à l'auto-satisfaction

de la Direction d'avoir «cocher» la case du dialogue social !

Si la Direction croit, pouvoir encore fragiliser nos structures et nos missions sans résistance de notre part, le SNAD CGT souhaite l'avertir que nous intensifierons dans les mois qui viennent nos interventions auprès des élus, des parlementaires, des médias, des entreprises et des populations, pour la défense d'une douane protectrice des citoyens contre tous les trafics, d'utilité économique sociale et environnementale, et pour l'amélioration des conditions de travail et de santé des douaniers de votre Interrégion !

Si les droits des agents et des représentants des personnels venaient à ne plus être respectés, comme certains errements locaux nous le laissent augurer, nous n'hésiterons pas à agir auprès des instances juridictionnelles compétentes, pour limiter les abus de pouvoir et pour que les règles de droit soient correctement appliquées !

Nos victoires dans la défense de certaines situations individuelles, comme dans le maintien de certains services de votre Interrégion (Montbéliard, Chalon, Beaune...) renforcent notre crédibilité !

Nous tenions à vous féliciter pour votre prochaine mutation et promotion dans le Grand Est, mais les préoccupations des agents de la DI BFCCVL ne doivent pas beaucoup différées des agents de la DI Grand Est et il faudra que vous en teniez compte.

Les élus du SNAD CGT au CSA de la DI de DIJON.